



Lundi 31 Janvier 2022

La Confédération paysanne dénonce la fermeture de l'abattoir de Privas, outil public, collectif et de proximité fermé au détriment des éleveurs et des consommateurs

La Confédération paysanne de l'Ardèche dénonce la fermeture de l'abattoir de Privas actée du jour au lendemain le 31 décembre 2021. Cette annonce est brutale et met les éleveuses et les éleveurs du territoire devant le fait accompli sans aucune anticipation ! Nous n'avons jamais été associé à aucune concertation sur les problèmes rencontrés et n'avons donc pas eu l'occasion de faire des propositions permettant le maintien d'un outil d'abattage de proximité sur le territoire.

Cette fermeture est une nouvelle perte importante pour l'agriculture ardéchoise, la souveraineté alimentaire du territoire, pour les bouchers faisant l'effort de se fournir localement et surtout pour les éleveuses, les éleveurs et le bien-être de leurs animaux.

Cette fermeture a été actée dans un climat politique de rupture entre la mairie de Privas et la Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche (CAPCA), collectivité territoriale qui n'a pas souhaité préserver l'outil existant ni investir dans la création d'un nouvel outil d'abattage de proximité.

Alors qu'en 2021, ses élu.es viennent de voter un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) et s'engagent dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT), l'absence de volonté de la CAPCA de préserver un outil d'abattage de proximité pour le territoire est d'autant plus incompréhensible qu'elle va conduire à une fragilisation de l'élevage, à une délocalisation d'une partie de la production agricole et à une augmentation du flux des transports. Bref, tout l'inverse de ce qui est pourtant affiché !

Quant aux raisons économiques avancées et à la soit-disant « rentabilité économique » de l'outil d'abattage, nous y opposons les coûts des transports, qui ne sont jamais comptabilisés dans les coûts économiques et environnementaux de la collectivité mais qui vont s'imposer aux paysan.nes et aux consommateurs suite à sa disparition.

Ces petits abattoirs sont également victimes de politiques libérales portées depuis de nombreuses années par les gouvernements successifs (et leurs administrations), afin de privilégier la concentration des outils, au détriment des réalités sanitaires (bien-être animal, ...), sociales et environnementales (transport, ...).

Ces politiques poursuivent toujours la même logique productiviste qui entraîne la perte d'autonomie des territoires, en encourageant la production d'un « minerais » pour l'agro-industrie, ce contre quoi nous luttons.

Face à ces logiques destructrices, nous restons plus que jamais mobilisés pour faire des propositions alternatives et trouver des solutions pérennes et durable afin de permettre aux éleveuses et éleveurs d'avoir accès à des outils d'abattage de proximité, élément essentiel pour favoriser le maintien de l'élevage sur notre territoire !

Contacts:

**Carole Pouzard, éleveuse à Aubignas, co-porte-parole de la Confédération paysanne de l'Ardèche:
06 34 23 16 25**

**Mathieu Poisson, animateur de la Confédération paysanne de l'Ardèche
04 75 64 49 93**